

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 03/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE

52 boulevard du parc
92200 Neuilly-sur-Seine

Code AIOT : 0006506379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE implanté 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une plainte relayée par la mairie de La Courneuve et émise par un habitant d'Aubervilliers en date du 12 septembre 2023. Pour information, des compléments du plaignant ont été reçus en date du 28 septembre 2023. Cette visite a également permis de faire le point sur les documents réglementaires que l'exploitant doit remettre à l'inspection

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE
- 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0006506379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Orangina Suntory a pour activité la préparation et mise en bouteille de boissons gazeuses. L'installation est classée sous la rubrique 3642 - Traitement et transformation de matières premières

en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux (autorisation IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

[Visite suite à plainte](#)

[Point sur documents réglementaires à fournir](#)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article Condition 4.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/01/1987, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Bruit	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Réexamen IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-70	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	RSDE	Arrêté Ministériel du 24/08/2017	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Pollution des sols	Lettre du 17/06/2022	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Porter A Connaissance	Lettre du 17/06/2022	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nuisance sonore provenant des compresseurs des groupes froids est avérée, l'exploitant est au courant du problème et a déjà entrepris des actions pour y remédier. Aussi l'Inspection suggère au préfet de demander à l'exploitant de fournir, sous 1 mois :

- les dernières mesures acoustiques réalisées au sein du site et dans les zones à émergence réglementée à proximité;
- les justificatifs relatifs à la mise en place des capots destinés à atténuer le bruit dès que possible ;
- un échéancier de la mise en place du mur anti-bruit ou de toute autre mesure permettant à l'exploitant de revenir sous les seuils d'émergence acceptable.

La visite a également été l'occasion de faire le point sur les documents que l'exploitant doit transmettre à l'Inspection. Aussi, l'Inspection demande à l'exploitant de fournir :

Sous 1 mois :

- toutes les investigations et les mesures qui ont été réalisées en 2022 et en 2023 vis-à-vis de la pollution des sols et des nappes.

Sous 2 mois, à compter de la date de l'inspection :

- un positionnement concernant la réglementation RSDE formulée par courrier de l'Inspection du 4 juillet 2019.

- les éléments complémentaires du dossier de porter-à-connaissance demandés par lettre du 17 juin 2022 :
 - préciser la quantité maximum de produits finis pour la rubrique 3642 et les conséquences chiffrées en matière d'augmentation des rejets,
 - indiquer les conditions de stockage des palettes tenant compte de la protection des tiers en cas d'incendie (telles que distance, volume maximum en m3, hauteur maximale, îlots, mur coupe-feu...) ;
 - notifier la cessation de l'installation classée sous la rubrique 2921 ;
 - se positionner par rapport à la rubrique 4422.

Sous 4 mois, à compter de la date de l'inspection :

- un dossier de réexamen, tel que défini par les articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement (CE), complété sur la base des remarques figurant dans le rapport de l'Inspection du 17/06/2022 qui a été envoyé à l'exploitant par mél en version papier et électronique (article R. 515-71 - III CE) et mettre en évidence dans ce dossier les dispositions proposées pour chacune des MTD applicables en distinguant celles déjà mises en œuvre, celles à mettre en œuvre associées à une échéance de réalisation, celles qui ne concernent pas les installations, le cas échéant.
- un plan de gestion répondant aux problématiques des investigations et des mesures réalisées sur les sols et les nappes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article Condition 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Les installations seront construites équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.
Constats : Les compresseurs des groupes froids sont à l'origine de nuisances sonores occasionnant des gênes pour le voisinage, qui s'en est plaint auprès de la mairie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Emergence
Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau cité dans l'article 3 de l'arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de

l'environnement, dans les zones où celle-ci est réglementée.
Constats : Selon l'exploitant, l'environnement de l'exploitation a fait l'objet d'une étude acoustique, dont les résultats indiqueraient en l'état des non-conformités vis-à-vis des seuils d'émergence autorisée en Zone à Émergence Réglementée (en l'occurrence, des habitations à proximité immédiate de l'installation). L'Inspection suggère à Monsieur le Préfet de demander à l'exploitant de lui transmettre l'étude acoustique qui a été réalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion du bruit
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction. Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.
Constats : Considérant le constat d'une nuisance sonore, l'Inspection suggère au préfet de demander à l'exploitant de réaliser le plan de gestion du bruit décrit dans l'article 13.1 de l'arrêté du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'Inspection note toutefois que l'exploitant a réalisé des mesures acoustiques et a déjà commencé à mettre en place des mesures d'atténuation du bruit, notamment en préparant des capots à mettre autour des machines en cause, et demandant un devis pour la construction d'un mur anti-bruit en bordure de site, à la place du mur existant. Aussi, l'Inspection propose à Monsieur le préfet de demander à l'exploitant: - la mise en place des capots dès que possible; - un échéancier de la mise en place du mur anti-bruit ou de toute autre mesure permettant à l'exploitant de revenir sous les seuils d'émergence acceptable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-70
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED
Prescription contrôlée : I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 : - les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ; - ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions. II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions. III. - Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants : a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ; b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ; c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.
Constats : L'Inspection propose au préfet de demander à l'exploitant de fournir, sous 4 mois, un dossier de réexamen, tel que défini par les articles R. 515-70 à R. 515-73 du code de l'environnement (CE), complété sur la base des remarques figurant dans le rapport du 17/06/2022 qui a été envoyé à l'exploitant en version papier et électronique (article R. 515-71 - III CE) et mettre en évidence dans ce dossier les dispositions proposées pour chacune des MTD applicables en distinguant celles déjà mises en œuvre, celles à mettre en œuvre associées à une échéance de réalisation, celles qui ne concernent pas les installations, le cas échéant. Dans l'éventualité où, l'exploitant souhaite demander des dérogations aux NEA-MTD, ledit dossier devra être complété d'un résumé non technique (article R. 515-71 - III CE).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : RSDE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017
Thème(s) : Situation administrative, Positionnement RSDE
Prescription contrôlée :

L'exploitant doit se positionner en matière de surveillance et de valeurs limites d'émission des substances dangereuses (RSDE) dans l'eau (application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017).
Constats : L'Inspection propose au préfet de demander à l'exploitant de répondre, sous un délai de 2 mois, à la demande de positionnement concernant la réglementation RSDE formulée par courrier du 4 juillet 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Pollution des sols

Référence réglementaire : Lettre du 17/06/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion
Prescription contrôlée : Conformément aux propositions de ces rapports, concernant le dossier de porter à connaissance, je vous demande d'appliquer les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • mettre en œuvre les recommandations de suites relative à la pollution accidentelle des cuves de gasoil, à savoir la mise à jour de l'étude de vulnérabilité et du schéma conceptuel ainsi que des investigations complémentaires dans les différents milieux, y compris eau du robinet, pour mettre le plan de gestion à jour, et la réalisation d'un suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines, un nivellement des piézomètres et du puits et un relevé de localisation par un géomètre, la réfection de certains ouvrages et la conservation de la mémoire. Un calendrier des actions à mettre en œuvre devant être transmise au préfet dans un délai de deux mois,
Constats : L'Inspection propose à Monsieur le préfet de demander à l'exploitant de fournir, dès que possible: <ul style="list-style-type: none"> - toutes les investigations et les mesures qui ont été réalisées en 2022 et en 2023 L'Inspection propose à Monsieur le préfet de demander à l'exploitant de fournir, sous 4 mois: <ul style="list-style-type: none"> - un plan de gestion répondant aux problématiques des investigations et des mesures réalisées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Porter A Connaissance

Référence réglementaire : Lettre du 17/06/2022
Thème(s) : Situation administrative, Compléments PAC
Prescription contrôlée : Conformément aux propositions de ces rapports, concernant le dossier de porter à connaissance, je vous demande d'appliquer les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • compléter le dossier de porter-à-connaissance en précisant la quantité maximum de produits finis pour la rubrique 3642 et les conséquences chiffrées en matière d'augmentation des rejets, ainsi que les conditions de stockage des palettes tenant compte de la protection des tiers en cas d'incendie (telles que distance, volume maximum en m³, hauteur maximale, îlots, mur coupe-feu...) dans un délai d'un mois.
Constats :

<p>L'Inspection propose au préfet de demander à l'exploitant de fournir, sous 2 mois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les éléments complémentaires du dossier de porter-à-connaissance demandés par lettre du 17 juin 2022: * préciser la quantité maximum de produits finis pour la rubrique 3642 et les conséquences chiffrées en matière d'augmentation des rejets * indiquer les conditions de stockage des palettes tenant compte de la protection des tiers en cas d'incendie (telles que distance, volume maximum en m³, hauteur maximale, îlots, mur coupe-feu...) * notifier la cessation de l'installation classée sous la rubrique 2921 ; * se positionner par rapport à la rubrique 4422.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois